

Les politiques culturelles arabes : mythes et réalités

Makhlouf Boukrouh

Numéro 127 (2), 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/23859ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Boukrouh, M. (2008). Les politiques culturelles arabes : mythes et réalités. *Jeu*, (127), 173–177.

diverses ont provoqué bien des débats, où un clivage s'est révélé entre les artistes arabes et les intervenants occidentaux et asiatiques, les premiers s'étant montrés réticents pour des raisons soit philosophico-religieuses, soit monétaires, à des explorations où les seconds sont engagés depuis déjà plusieurs années. Il reste que ces échanges de vues et le formidable brassage d'idées et de valeurs survenant à coup sûr dans le cadre du festival cairote ne peuvent qu'être féconds pour une société aux multiples tensions comme celle de l'Égypte. Pour les invités étrangers, en tout cas, il s'agit d'une occasion de rencontres exceptionnelle, d'un rendez-vous interculturel inestimable. j

Les politiques culturelles arabes : mythes et réalités

L'intérêt que portent les sociétés modernes à la question culturelle est devenu une réalité concrète. Cet intérêt se traduit par de nombreuses rencontres régionales et internationales, qui étudient les politiques et les stratégies appropriées. Nous assistons ces dernières décennies à un rapprochement entre les politiques de développement et les politiques culturelles qui sont devenues en fait indissociables. Cette vision de la culture a contribué au renforcement de la reconnaissance du droit et de l'accès à la culture comme principe des droits de l'homme. L'analyse des stratégies culturelles de quelques pays démontre que le secteur culturel est devenu un élément primordial, ce qui a conduit les responsables des programmes de développement à intégrer la question culturelle dans leurs plans.

Quelques jalons historiques

Les pays arabes se heurtent actuellement à de grandes questions que certains considèrent comme économiques ou politiques, mais en réalité, elles sont d'ordre culturel. Par conséquent, nous assistons ces dernières années à des tentatives menées par des intellectuels et des artistes arabes pour répondre à ces questions. La création artistique – littérature, théâtre, musique, cinéma, arts plastiques – constitue un axe majeur dans ces efforts. Ces formes d'expression sont vitales pour évaluer les éléments qui constituent l'identité de chaque nation ; elles suscitent l'observation de la réalité ainsi que l'émergence d'idées critiques et de pensées fécondes qui permettent de mieux appréhender l'avenir.

La prise de conscience de l'importance de la culture dans le monde arabe a coïncidé avec la création de la Ligue arabe en 1945. Un projet de convention culturelle a été la première forme d'accord conclue par l'organisation. Cette convention a jugé utile de créer un outil permanent pour stimuler la coopération culturelle. L'article 4 de la

charte de la Ligue arabe prévoit la constitution d'un comité culturel, et aspire à atteindre l'unification culturelle arabe, qui puiserait sa force dans l'histoire de la nation arabe et s'enrichirait des acquis de la science et de la civilisation universelle.

Cet intérêt a été concrétisé par la création de l'Organisation arabe pour l'Éducation, la Culture et la Science (ALESCO) en 1970. En coordonnant ses efforts avec les pays membres de la Ligue arabe et les experts dans le monde arabe, l'ALESCO a élaboré un document nommé « Plan culturel arabe global » qui fut soumis en 1985 au Congrès des ministres arabes de la culture. Ce plan a pour objectif le développement des structures culturelles, la sauvegarde et l'émergence de l'identité civilisationnelle, la formation de la personnalité du citoyen, la prise en considération de ses valeurs culturelles, la consolidation de la prise de conscience de son patrimoine et de son appartenance à la nation, ainsi que la coopération universelle.

Le sixième Congrès des ministres arabes de la culture, qui s'est déroulé à Tunis en 1997, a été la pierre angulaire dans l'élaboration de la conception arabe relative aux problèmes de la culture et du développement. Il a été décidé qu'à la fin de la « décennie internationale du développement culturel 1988-1997 » correspondait l'enclenchement de la « Décennie arabe du développement culturel ». En 1998, les ministres de la culture ont annoncé le lancement de cette Décennie (2000-2009), organisée par l'ALESCO, ainsi que le choix des capitales culturelles arabes soutenu par l'UNESCO. Dans les faits, l'application de ce plan a commencé dès 1996 avec le choix de la ville du Caire comme capitale de la culture arabe, et depuis, plusieurs villes lui ont succédé.

Encore loin de la coupe aux lèvres

Les pays arabes accordent un intérêt particulier à la culture, qui s'est traduit par la création de structures culturelles et par l'octroi de subventions. Cependant, malgré tous ces efforts, les résultats demeurent très faibles et ne permettent pas un développement important de la culture ; il y a encore un écart élevé entre les aspirations et la réalité. Ces efforts souffrent toujours du manque de procédures scientifiques appropriées et de la négligence de la dimension culturelle dans le processus du développement, considérée comme un secteur non prioritaire. Cet état de fait s'explique par l'absence d'une politique culturelle basée sur une vision claire. L'activité culturelle est liée aux exigences conjoncturelles et prend le caractère d'activités occasionnelles qui ne répondent pas réellement aux attentes du public. On note une législation inadéquate, un manque de ressources financières et l'absence d'un *management* des institutions et des manifestations culturelles. À cela s'ajoutent les difficultés objectives héritées de la période coloniale, qui ont amené les autorités publiques à s'intéresser plus aux secteurs qui répondent aux besoins matériels, au détriment du secteur culturel.

Ces difficultés se doublent des contraintes extérieures imposées aux États par des institutions telles que le FMI et la Banque mondiale, qui les poussent à appliquer des programmes de restructuration et de libération de l'économie et du commerce ; ce qui engendre très souvent une récession du rôle de l'État, et la restriction des dépenses allouées à la culture.

Ce retrait de l'intervention des gouvernements dans les activités culturelles et l'application des politiques de libération des économies au début des années 90 ont été accompagnés par une promotion des chaînes de télévision arabes semi-indépendantes. Cela a permis, d'une part, l'émergence d'un climat qui a favorisé à cette époque l'apparition de groupes culturels indépendants : théâtres, compagnies de disques, maisons d'édition, salles de spectacle, centres de recherche... Ces organismes partagent le souci de travailler hors du cadre gouvernemental et le désir de découvrir de nouveaux concepts et méthodes dans le travail artistique. D'autre part, ces groupes culturels indépendants se heurtent à des défis économiques multiples : le manque de subventions publiques destinées à l'activité culturelle, la prédominance de l'aspect commercial sur l'activité culturelle et la difficulté de diffuser le produit artistique. Malgré la croissance importante de ces groupes et leur présence dans la vie publique, ces derniers souffrent encore du manque d'aide financière (à l'exception de quelques organisations de bienfaisance et de mécénat qui assistent les groupes culturels, en particulier dans les pays du Golfe).

La plupart de ces organisations orientent leurs dons d'abord vers les domaines sociaux, de la santé et de la lutte contre la pauvreté, et parcimonieusement vers les secteurs culturels, qui restent dépendants de quelques organisations étrangères pour leurs subventions.

Cependant, la dépendance totale vis-à-vis des subventions étrangères représente un réel problème pour le secteur culturel indépendant. Parmi ces difficultés se trouve l'image négative que peut avoir l'opinion publique envers ces groupes indépendants, qui les accuse parfois d'exécuter un plan d'action étranger qui a pour but de propager la culture occidentale. Le développement du secteur culturel indépendant dans la région arabe dépendra toujours de la capacité d'acquérir d'autres sources financières, locales et régionales, qui croient à l'expression culturelle indépendante.

Des carences criantes

Outre le manque de ressources financières, la pratique culturelle dans les pays arabes souffre d'un retard considérable dans le domaine du *management* culturel, ce qui se caractérise par un manque de connaissances et de savoir-faire, et représente un véritable défi pour les travailleurs de la culture. En effet, il n'existe pratiquement pas à ce jour de programmes de formation dans ce domaine dans les universités arabes ; sans compter l'absence totale d'ouvrages en *management* culturel en langue arabe. Certes le monde arabe possède des potentialités énormes

en ressources financières et humaines, mais ce qu'il lui manque, c'est le savoir-faire en gestion culturelle. Toutes les lacunes enregistrées dans la pratique culturelle relèvent de cette discipline. Cela va de la conception à la réalisation du projet. Ainsi, les manifestations qui se déroulent un peu partout dans le monde arabe présentent toutes des lacunes dans la gestion inhérentes au manque d'expérience et de savoir-faire en *management* culturel.



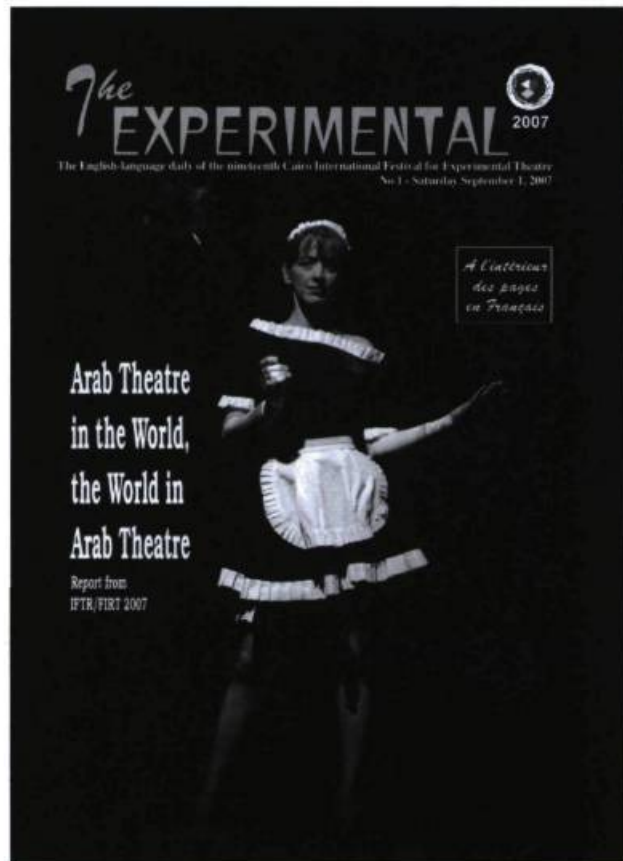
On peut donner l'exemple des manifestations culturelles organisées localement, dans chaque pays, et qui sont liées à des conjonctures ou à des événements déterminés et à caractère officiel. Malgré l'apport financier souvent important alloué à ces activités, elles demeurent sans intérêt et n'arrivent pas à instaurer des traditions qui institutionnaliseraient une pratique culturelle pérenne dans le pays, car la plupart de ces activités ne se renouvellent pas. C'est le cas de quelques grandes manifestations culturelles organisées en Algérie ces derniers temps, en l'occurrence « l'année de l'Algérie en France » (2003) et « Alger capitale culturelle arabe » (2007). La principale raison est due à un manque de vision et de stratégies claires.

Il n'en va pas autrement des manifestations culturelles qui sont organisées à l'échelle du monde arabe et qui aspirent à devenir des rendez-vous culturels internationaux permanents. Le Festival international du théâtre expérimental organisé chaque année au Caire en est une parfaite illustration. Cet événement connaît une forte participation de troupes venant de plusieurs pays, la présence d'éminentes personnalités du théâtre, la tenue d'une multitude de colloques scientifiques traitant de problématiques diverses et variées, la traduction et la publication de nombreux ouvrages... Malgré cela, des insuffisances persistent, particulièrement en ce qui touche l'organisation, qui se traduisent par l'absence d'un public adéquat, notamment le public intellectuel, et les spectacles se jouent dans des salles à moitié vides dans une ville de plus de seize millions d'habitants...

Nous constatons que la plupart des organisations et les projets culturels réussis dans la région arabe sont conduits par un nombre limité d'animateurs culturels qui ont eu l'occasion de se former à l'étranger, ou qui ont acquis une expérience sur le tas durant plusieurs années. Dans les deux cas, le nombre de ces cadres demeure très limité et ne répond pas aux besoins énormes dans le domaine de la recherche de compétences, comme ces derniers ne peuvent souvent pas transmettre leur savoir.

Le management culturel à la rescousse

Parmi les organisations régionales les plus actives, citons El-Mawred al thaqafy (ressource culturelle), une fondation régionale indépendante à but non lucratif, créée en 2004, et qui a comme objectif le soutien à la création artistique, l'encouragement des échanges culturels entre les pays arabes, et avec d'autres régions du monde. Cette structure a lancé dès sa mise sur pied des projets visant à soutenir et à développer le *management* culturel. À cet effet, El-Mawred al thaqafy a mis en place un vaste programme afin de former des cadres dans ce domaine, qui peuvent par la suite



Journal du Festival international de théâtre expérimental du Caire.

transmettre leur savoir à d'autres partenaires culturels qui opèrent sur le terrain, et fournir également une documentation en langue arabe. Pour aider les opérateurs culturels à répondre aux questions qui se posent concrètement, ce plan est entré en application en 2005 avec un programme destiné à l'apprentissage de formateurs dans le domaine culturel. Cette opération s'est effectuée en collaboration avec la fondation culturelle de l'Union européenne, assistée par des experts en la matière (programme en trois sessions : Le Caire, Amman et Alexandrie). Un groupe de douze personnes a bénéficié de cette formation. S'en est suivie la publication du premier ouvrage de *management* culturel en langue arabe, et la traduction de deux titres dans le domaine, ainsi que l'organisation d'ateliers. C'est certes insuffisant, et il reste beaucoup à faire.

El-Mawred al thaqafy a favorisé la création de mécanismes pour le financement de l'activité culturelle dans l'avenir, dans le monde arabe, et qui s'est concrétisée par la création d'un fonds arabe pour les arts et la culture en 2007, fondation culturelle indépendante à but non lucratif.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que, malgré l'intérêt que porte chaque pays à l'action culturelle, comme le démontrent les différents congrès et rencontres qui s'organisent ici et là, le domaine culturel dans le monde arabe affiche un retard considérable. Il existe encore un écart flagrant entre les attentes et les réalisations. Ce qui a été réalisé ne répond pas pleinement aux aspirations des peuples arabes, et par conséquent, les États doivent revoir leurs politiques culturelles afin de se mettre au diapason de ce qui se passe ailleurs, de suivre les changements universels, pour être ainsi aptes à relever les défis. Comme ils doivent veiller à ce que la politique culturelle dans chaque pays arabe soit en parallèle avec la politique économique pour donner à la culture sa vraie dimension et accomplir un développement global. Cela doit passer impérativement par la mise en place d'une législation appropriée et la garantie de financement nécessaire. Pour ce faire, il faut inviter les institutions économiques privées arabes à contribuer en les fidélisant au subventionnement de la production culturelle. Cependant, cette orientation ne doit nullement signifier le désistement des gouvernements de ces tâches essentielles. En réalité, cette orientation reflète ce qui est pratiqué sur la scène internationale.

Le concept de politique culturelle, lancé à travers les rencontres et les résolutions proclamées par les organisations internationales, est d'une importance capitale pour le développement. Il faut absolument changer notre vision des politiques culturelles et appréhender celles-ci comme des outils pouvant faciliter l'accès à la culture, qui garantit la liberté d'expression. Pour ce faire, la nouvelle vision des politiques culturelles doit contenir un certain nombre de composantes telles que le dialogue, qui est un élément vital ; cela passe par la participation de la société civile à l'élaboration desdites politiques culturelles, car la culture appartient à ceux qui la font. ■

Docteur en science de l'information et de la communication de l'Université d'Alger, où il agit à titre de professeur et de chercheur, **Makhlouf Boukrouh** est aussi titulaire d'un diplôme de l'Institut d'art dramatique d'Alger et formateur en *management* culturel. Il a été comédien et directeur général du Théâtre National d'Alger.